

Paris, le 14 novembre 2017

**Réponse à la consultation publique du 11 octobre 2017 n°2017-14  
relative à la mise à jour du tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz  
au 1<sup>er</sup> avril 2018**

Direct Energie remercie la CRE pour cette consultation portant sur la mise à jour de l'ATRT6 au 01/04/2018, notamment dans la perspective de la fusion des zones Nord et Sud.

**Question 1 : Avez-vous des remarques à formuler sur les évolutions prévisionnelles retenues par GRTgaz et TIGF dans leur demande tarifaire et sur les ajustements envisagés par la CRE ?**

Comme déjà exposé dans ses différentes réponses aux consultations de la CRE sur l'ATRT, Direct Energie, comme la CRE, est attachée à la maîtrise des charges des opérateurs de réseaux de transport. Direct Energie constate, une nouvelle fois, que les hypothèses sous-jacentes aux tarifs en vigueur restent toujours trop conservatrices et aboutissent quasi structurellement à ce que le CRCP à reverser aux utilisateurs du réseau augmente (-104.6 M€ au 31/12/2016, -117.4 M€ au 31/12/2017, à apurer en 4 ans). **Direct Energie demande donc que la CRE fonde sa décision tarifaire pour le 01/04/2018 sur la base d'hypothèses permettant un apurement rapide du CRCP.**

S'agissant du stock de sécurité que la DGEC a demandé à GRTgaz de souscrire, Direct Energie ne comprend pas si la CRE prévoit ou non de couvrir les coûts de capacité (PURC) associés à cette souscription (14.8 M€). Par ailleurs, la CRE propose de couvrir par le CRCP 80% des écarts qui pourraient apparaître entre les montants d'achat et de revente du gaz stocké. Sur ce sujet, la position de Direct Energie est la suivante :

- si la réglementation aboutissait à la création de stocks stratégiques pilotés par les GRT, il conviendrait que les coûts de souscription soient pris en charge dans l'ATRT et que les profits et pertes éventuels liés aux achats/ventes de gaz y soient aussi intégrés, pour autant qu'ils correspondent à une stratégie cohérente avec les finalités attendues de tels stocks stratégiques (sécurité d'approvisionnement, gestion des congestions, etc.). Il paraît à ce titre incohérent d'inciter GRTgaz à couvrir à terme le gaz stocké (en ne prenant dans le CRCP que 80% les écarts de prix injection/soutirage) si la finalité visée est la gestion des congestions (dont leur résorption demande à ce que les stocks soient constamment remplis). Une telle option pourrait en revanche s'envisager si la finalité visée est la sécurité d'approvisionnement.
- Or la souscription de ces stockages ne semble répondre à aucun de ces deux objectifs :

- S'agissant des congestions : de nouveaux outils (dont le spread localisé) sont mis à disposition des GRT en vue de gérer les congestions et il n'y a pas aujourd'hui d'éléments permettant d'affirmer que ces outils ne seraient pas efficaces.
- S'agissant de la sécurité d'approvisionnement :
  - Direct Energie ne partage pas le constat abusivement alarmiste fait par les GRT dans leur Winter Outlook où ils indiquent que « les capacités souscrites par les expéditeurs pour l'hiver 2017-2018 ne permettent pas d'assurer l'alimentation des consommateurs français en cas de pointe de froid et d'honorer les capacités souscrites en exportation vers la Belgique, la Suisse et l'Espagne » et mentionnent un déficit de 200 GWh/j. Or les GRT ne sont pas sans savoir que 200 GWh/j de capacités d'interconnexion sont encore disponibles et peuvent à tout moment être souscrites par les expéditeurs.
  - Par ailleurs, la réglementation en vigueur prévoit des obligations de stockage pesant sur les fournisseurs, ces obligations étant calculées en fonction des besoins en terme de sécurité d'approvisionnement (enveloppe stockage). Il n'est donc pas souhaitable que le non-respect éventuel de la réglementation par certains acteurs aboutisse à faire payer au travers de ce stock de sécurité l'ensemble des expéditeurs.

**Aussi, sauf à ce qu'il soit démontré que les mesures déjà prises en vue de gérer les éventuelles congestions cet hiver (spread localisé notamment) soient insuffisantes, Direct Energie s'oppose à la prise en compte des coûts (de capacité et d'énergie) associé à ce stock dans l'ATRT<sup>1</sup>.**

S'agissant enfin de la couverture des coûts de levée de congestion, et comme indiqué dans notre réponse à la consultation sur la fusion des zones, Direct Energie est favorable, comme le propose la CRE, à leur intégration dans l'ATRT, car venant se substituer à des investissements en infrastructures.

**Question 2 : Etes-vous favorable au maintien, jusqu'au 1 er avril 2019, de deux PITS Nord-Atlantique et Sud-Atlantique distincts ?**

Direct Energie ne voit pas d'inconvénient à cette proposition.

**Question 3 : Etes-vous favorable à ne pas corriger le niveau des termes aux PITS au 1 er avril 2018, d'une éventuelle perte de valeur des stockages du sud de la France liée à la création de la zone de marché unique compensé par un report de cette valeur sur d'autres termes tarifaires?**

Direct Energie partage l'avis de la CRE sur ce sujet, étant entendu que, dans le cadre de la réforme en cours sur la commercialisation de stockage, les prix de réserve des stockages de la zone Sud (que la

---

<sup>1</sup> Sauf à ce qu'il soit possible, dans le tarif, de répercuter ces coûts aux expéditeurs n'ayant pas respecté leurs obligations de stockage.

CRE aura pour mission d'établir) devront prendre en compte les effets liés à la disparition du prix Sud au moment de la fusion. Si tel est bien le cas, aucun déficit de compétitivité ne sera constaté.

**Question 4 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à ne pas inciter financièrement les GRT sur la disponibilité des infrastructures à ce stade ?**

Direct Energie reste favorable à une incitation financière sous forme de bonus / malus de sorte à ce que les efforts de GRTgaz en matière de réduction des indisponibilités se poursuivent. Une comparaison continue avec les GRT européens devrait en outre être présentée régulièrement en Concertation Gaz.

**Question 5 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition des GRT concernant l'évolution des modalités de reversement des excédents d'enchères ?**

Direct Energie ne voit pas d'inconvénient à cette proposition.

**Question 6 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le terme d'entrée à Oltingue ?**

Direct Energie n'exprime pas de position sur ce sujet.

**Question 7 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition de GRTgaz de permettre à un expéditeur de décaler un bandeau de souscription sur les PITTM ?**

Direct Energie ne voit pas d'inconvénient à cette proposition.

**Question 8 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à l'introduction d'une « réfaction transport » pour le raccordement d'installations de biométhane ?**

Direct Energie n'exprime pas de position sur ce sujet.